



HAL
open science

L'ECOLE EST-ELLE REELLEMENT INCLUSIVE POUR LES ELEVES TRANS ET NON BINAIRES ?

Arnaud Alessandrin

► **To cite this version:**

Arnaud Alessandrin. L'ECOLE EST-ELLE REELLEMENT INCLUSIVE POUR LES ELEVES
TRANS ET NON BINAIRES ?. L'échappée trans, 2023. hal-04214037

HAL Id: hal-04214037

<https://hal.science/hal-04214037>

Submitted on 21 Sep 2023

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

L'ÉCOLE EST-ELLE REELLEMENT INCLUSIVE POUR LES ÉLÈVES TRANS ET NON BINAIRES ?

Arnaud Alessandrin¹

Les objectifs du ministère de l'éducation nationale ont longtemps été ceux de l'inclusion et de la lutte contre le harcèlement scolaire. Mais entre les volontés affichées et le réel des établissements, un différentiel s'observe aisément. Après l'égalité filles-garçons et la lutte contre l'homophobie, l'institution scolaire doit aujourd'hui accueillir de nouvelles demandes : celles des mineurs trans et non-binaires. Entre les craintes de parents, les idées reçues très largement médiatisées au sujet des transitions et l'embarras des professionnels : comment les établissements scolaires parviennent-ils à inclure les mineurs trans ?

1- Éléments de vocabulaire

Débutons peut-être par cela : qu'est-ce qu'un mineur trans ? Cette terminologie désigne l'ensemble des mineurs dont l'identité de genre ne correspond pas au sexe assigné à la naissance, sans pour autant qu'une demande d'intervention chirurgicale soit au cœur de la démarche de l'enfant. Le terme de « mineurs trans » est un terme parapluie, car il renvoie à une multitude d'autres expériences de genre ainsi qu'à de nombreuses autres terminologies. Les canadiens ont par exemple d'autres terminologies, peut-être plus parlantes, pour évoquer ces jeunes, et parlent de « gender creativ kids » (Ehrensaft, 2016). Par ailleurs, on assiste depuis quelques années à l'émergence de la notion de « non-binarité » qui permet de traduire le sentiment de n'appartenir ni totalement au genre masculin ni totalement au genre féminin. Des identités comme « *gender fluid* » participent du même phénomène : l'expression d'identités de genre nouvelles. Si ces tendances sont bien documentées, leurs traductions statistiques demeurent encore problématiques. Ainsi, selon les enquêtes disponibles, les jeunes de moins de 25ans s'identifiant comme non-binaires représentent en moyenne 2% de la population. Mais des sondages d'opinion semblent indiquer que près d'un quart de cette population ne verrait pas d'inconvénient à ne s'identifier ni comme homme ni comme femme (Alessandrin, 2023).

Aux côtés de ces identités et de ces expériences de genre, les questions de transidentités rapportées aux jeunes et aux mineurs restent encore traversées par de très nombreuses zones d'ombre. Il s'avère que très longtemps la définition de la transidentité s'est limitée aux âges adultes (Alessandrin, 2018). Pour le dire autrement, seules les personnes de plus de 18ans voyaient leur volonté de changer de genre reconnues. En deçà, les demandes relevaient de la preuve future : celle attestant que la personne ne s'était bel et bien pas trompée. Or, les étapes du développement psychosexuel de l'enfant permettent de constater que l'identité de genre d'une personne se manifeste bien avant la majorité (Rouyer, 2013). Pour exprimer cette idée plus nettement : « Se sentir fille » ou bien « garçon » est une expérience qui trouve ses premières affirmations dès l'enfance.

Enfin, selon les dernières études disponibles, la prévalence de la transidentité chez les mineurs s'établit aux alentours de 1% (Condat et al., 2022). Nous sommes donc loin d'une épidémie, pour reprendre les termes de la psychanalyste Elisabeth Roudinesco (2021) ou d'une contagion par mimétisme pour reprendre les hypothèses non-validées, mais maintes fois répétées, des psychanalystes Celine Masson et Caroline Eliacheff (2022).

¹ Arnaud Alessandrin est sociologue et chercheur associé au LACES (EA 7437) à l'université de Bordeaux.

2- La transidentité à l'école : un fait nouveau ?

Alors que les demandes de prise en charge semblent augmenter, tant dans les établissements médicaux que scolaires (Alessandrin, 2022), peut-on pour autant en conclure que nous soyons face à un phénomène entièrement nouveau ? Les témoignages de personnes trans nous donnent à voir des souvenirs d'enfance dans lesquels apparaissent déjà des questionnements sur leur genre. En somme, l'existence des préoccupations liées à l'identité de genre de personnes mineures n'est pas nouvelle, mais c'est l'expression de ces situations qui l'est indubitablement.

Dès les années 2014, des publications insistent sur les expériences scolaires des mineurs trans. A la suite des ABCD de l'égalité, le concept de transphobie fait même timidement dans son entrée dans les politiques de lutte contre le harcèlement scolaire (Dagorn et Debarbieux, 2014). Mais il faut néanmoins attendre la médiatisation récente d'un suicide d'une élève trans en 2020 pour que l'éducation nationale s'empare plus volontairement de la question. Or, les données sur cette population tendent à s'accumuler, en France comme à l'étranger. Du côté des publications françaises par exemple, on soulignera l'existence de textes analytiques, certes plus qualitatifs que quantitatifs, dès 2014 (Alessandrin, Espineira et al. 2014) mais une prise en charge de cette question bien tardive. Nous pourrions alors incriminer différents instants de la vie intellectuelle et politique qui, ayant crispé les volontés interventionnistes en matière d'inclusion des personnes trans à l'école, ont retardé d'autant leur prise en compte. C'est notamment l'hypothèse que suggère Johanna Dagorn (2023) lorsqu'elle évoque les tensions inhérentes au déploiement des ABCD de l'égalité et à l'acceptation du terme « genre » dans certains ministères.

3- Des discriminations et du harcèlement transphobe bien documenté

Dans une enquête lancée en 2018 et parue en 2020, des éléments statistiques propres au vécu des personnes LGBTIQ, et plus encore aux personnes trans, ont été révélées. Si les jeunes gays ou lesbiennes connaissent un taux de victimation élevé (et bien documenté), plus dramatique sont les témoignages concernant les mineurs trans et intersexes. Pourtant, les chiffres de notre enquête (Alessandrin et Dagorn, 2018) soulignent l'urgence à penser également ces populations en termes de décrochage scolaire et de santé scolaire. Par exemple, plus de 82% des personnes trans et intersexes interrogées (N=257 ; 217 trans et 40 intersexes) ont jugé leur expérience scolaire « (plutôt) pas très bonne ». Ce taux, que l'on peut comparer aux différentes mesures du climat scolaire dans les établissements, indique une dégradation considérable des expériences vécues par ces jeunes. Du point de vue qualitatif, les jeunes trans et les jeunes intersexes témoignent de trois ruptures distinctes : une absence de réponses adaptées à leurs problèmes administratifs (usage du bon prénom, reconnaissance de l'identité de genre de l'élève...) ; une forte tension relationnelle (harcèlements et violences entre pairs, incompréhension ou violence de certains parents) et enfin une psychiatrisation trop fréquente de leurs demandes de médicalisation et d'hormonothérapie par les infirmier.e.s scolaires comme par les parents.

Le psychiatre Erik Schneider (2014) revient sur ce traitement médical, et uniquement médical des mineurs trans dans l'institution scolaire. Selon lui, cette « externalisation » et cette « psychiatrisation » des demandes émanant des mineurs trans est le signe d'une pathologisation d'emblée de la question trans et des corps non binaires. En d'autres termes, cet « embarras » de l'institution face à ces question conduit les professionnel.le.s à prendre appui sur des aides externes médicalisantes, sans prise en compte des spécificités, des singularités, des demandes individuelles des jeunes trans,

queers et non-binaires. Pourtant, Erik Schneider note que les enquêtes Allemandes ou Américaines sur les processus d'accompagnement de ces mineurs dans l'institution scolaire notent unanimement une amélioration de la participation scolaire, une diminution de décrochage, de la part de ces mêmes jeunes, lorsque leurs demandes (notamment de changer de prénom) sont entendues (Richard et Alessandrin, 2019).

Toutefois, les associations et les supports d'entre-aide physiques ou virtuels apparaissent comme de véritables aides pour les personnes qui y ont accès, notamment pour nommer les émotions, les sentiments, pour permettre l'identification à des groupes de pairs et pour orienter dans des parcours de soins adaptés. Enfin, sur la question trans comme sur la question intersexe, les manuels scolaires sont montrés du doigt pour leurs représentations jugées pathologisantes des corps et des identités.

4- Faire face aux idées reçues concernant les mineurs trans

Cette nouvelle thématique qui s'impose dans l'institution scolaire, s'impose également dans les médias et les débats scientifique comme un sujet très controversé. Ces enfants sont-ils soumis à une influence parentale ? N'est-ce pas plutôt un phénomène de mode ? Ces jeunes ne confondent-ils pas leur identité de genre et leur orientation sexuelle ? Des collectifs comme « Ypomoni », « L'observatoire de la petite sirène » ou « SOS éducation » se sont alors engagé contre toute reconnaissance de ces mineurs trans. A la façon de la « Manif pour tous » durant les débats sur le mariage pour les personnes de même sexe, de nombreuses représentations sont brandies : ces jeunes ne sont-ils trop jeunes pour savoir ? Ne vont-ils pas regretter leurs choix ?

Les données scientifiques disponibles vont, dans une majorité écrasante, dans le sens d'un accompagnement ces mineurs, notamment à l'école (Richard et Reverse, 2022). Diminution des pratiques à risques, baisse des déscolarisation, augmentation de l'intégration sociale : faire place aux demandes des mineurs trans leur assure une meilleur qualité de vie (Pullen Sanfaçon et al., 2021). Quant au fait qu'il puisse se tromper ou regretter, la littérature internationale sur cette question estime que seuls 1 à 2% des personnes opérées regrettent leur transition (Condat et al., 2022). Au-delà des préjugés stigmatisants qui fleurissent dans les médias, des preuves scientifiques nombreuses concourent aujourd'hui à une prise en charge globale et réelle de ces mineurs.

C'est pourtant à l'exact opposé des conclusions scientifiques attestant d'une absence de contagion sociale, d'une absence d'influence massive entre pairs et d'une absence d'épidémie que des essayistes vont défendre qu'à trop écouter les jeunes trans on fait consister des demandes fictives. Pour les psychanalystes Caroline Eliacheffe et Celine Masson (2022), répondre favorablement aux demandes de ces jeunes relève d'une validation de la « toute puissance » des demandeurs.

5- Quel cadre d'action pour les professionnel.le.s ?

Mais l'école est une institution tiraillée sur ce sujet. Entre les parents, les habitudes de professionnels et les identités assumés par les jeunes trans, créer un cadre générique d'accueil des élèves trans devenait une urgence. Si l'Education Nationale connaissait déjà des textes et des dispositifs de sensibilisation contre les discriminations et le harcèlement (notamment transphobe), les réalités sur le terrain semblent indiquer, à l'inverse, que l'expérience de la transphobie se banalise. En 2020, l'enquête « Santé LGBT » souligne que 82% des élèves trans considèrent leur expérience scolaire comme ayant été marquée par la transphobie (Dagorn et Alessandrin, 2018).

Une circulaire d'octobre 2021 intitulée « Pour une meilleure prise en compte des questions relatives à l'identité de genre en milieu scolaire » vient combler une demande des associations trans et des professionnels en matière d'accueil de ces mineurs. Elle autorise les établissements à prendre en compte le genre choisi par l'élève à la condition que les deux parents donnent leur accord (ce qui n'est pas sans poser un grand nombre de soucis, notamment en cas de désaccord des parents à ce sujet). De plus, la circulaire rappelle le cadre règlementaire de lutte contre les discriminations et propose une somme de « bonnes pratiques » aux établissements. Parmi elles, le fait de changer l'ensemble des papiers scolaires au nom de l'élèves (cartes de CDI, cantine, listes d'appel) mais aussi de favoriser l'accès aux lieux clos (toilettes, vestiaires) à ce public spécifique.

Conclusion : une « idéologie transgenre » ?

Il n'est au demeurant pas certain que ces avancées soient de nature à répondre à l'ensemble des préoccupations que rencontrent ces jeunes élèves. Qu'il s'agisse de cyber-harcèlement, de violences intrafamiliales ou d'accès à la santé, de nombreux autres chantiers restent en suspens afin de leur assurer une citoyenneté pleine et entière. S'il est une notion qui semble répondre aux émotions contemporaines au sujet des adolescent.e.s et des adolescent.e.s transgenre ou non binaire, c'est bien celle de « panique morale ». Dans une publication récente de la revue « Cités » (2023) les psychanalystes de « L'observatoire de la petite sirène » décrivent les phénomènes qui selon eux, permettent de rendre compte de l'influence des réseaux sociaux sur l'expression des nouvelles identités de genre des jeunes. Pour Celine Masson « le ressenti prime sur la raison ». Pour la psychanalyste, les demandes de changement de genre sont devenues « virales. Il existerait alors une idéologie transgenre qui plongerait certains et certaines adolescentes dans un rapport « irrationnel » au genre, ce que corrobore sa collègue Sylvie Zucca en soulignant que, selon elle, la médecine intervient « urgence » pour répondre à des demandes qui ne se seraient exprimées si elles n'avaient été provoquées par... « une cyber-emprise » (Lamotte, 2023). Dans le même dossier, Caroline Eliacheff considère qu'en ne parlant plus de personnes « transsexuelles » mais de personnes trans », bref en se « coupant de sexuel » pour reprendre ses termes, on nie l'inconscient et la structuration essentielle de la différence femme-homme.

D'un côté les effets d'une « idéologie », propulsée par les réseaux sociaux, de l'autre un retour à la différence des sexes qui nous ferait oublier des décennies de féminisme. Mais existe-t-il vraiment une « idéologie transgenre » ? La philosophe Brigitte Esteve-Bellebeau, dans ses travaux sur le genre, nous aide à y voir un peu plus clair dans l'usage de cette terminologie : « Le genre se présente comme un concept opératoire » mais, poursuit-elle « les enjeux de l'éviction des études de genre du statut de théorie sont multiples. Au niveau des valeurs : si les études de genre ne sont qu'idéologiques, alors on est fondé à lutter contre pour se préserver de la dérive qu'elles peuvent susciter au sein de la société. D'où les discours sur ce que doit être une « vraie » famille comme composée traditionnellement d'un père, d'une mère et d'enfants. Au niveau de l'éducation, il s'agira de stabiliser les représentations dualistes : nature- culture, homme-femme. Au niveau du langage, il sera nécessaire de lutter contre une prose subversive, susceptible d'engendrer des représentations non conformes à la pensée de la binarité des genres. Mais à trop vouloir camper sur des positions symboliques, on en vient à nier la vie même de la culture [...] : la possibilité d'inventer » (Esteve Bellebeau ; 2024)

Résumons : il existerait des personnes organisées, structurées (et aussi financées) qui œuvreraient pour annuler toute différence des sexes et pour transformer les jeunes cisgenres en jeunes trans. Si la théorie de la contagion avait déjà été évoquée lors des débats sur le Pacs, on retrouve plus

génériquement ici une autre théorie complotiste : celle du grand remplacement. La similitude entre les deux postures n'est pas si mince qu'on pourrait le croire : invention d'une manipulation extérieure et silencieuse (les séries, les réseaux sociaux) ou l'obéissance des institutions à ces lobbies (l'éducation nationale face à la théorie du genre), une origine unique mais des ramifications globales (l'industrie pharmaceutique et la vente d'hormones), et enfin une méfiance vis-à-vis de la science qu'on accusera de manque d'indépendance par exemple. Ou se situe donc l'idéologie ? Probablement du côté des propositions cliniques et théoriques statiques, qui s'autodéclarent menacées par un « lobby trans », comme on parlait jadis de « lobby juif ».

Éléments bibliographiques

Alessandrin Arnaud, *Jeunesse : de nouvelles identités de genre ?*, La documentation française, 2023.

Alessandrin Arnaud, « La prise en compte des élèves trans à l'école en France », *La nouvelle revue - Éducation et société inclusives*, vol. 93, no. 1, 2022, pp. 229-244.

Alessandrin Arnaud, *Déprivilegier le genre*, Double Ponctuation, 2021

Alessandrin Arnaud, *Sociologie des transidentités*, Cavalier Bleu, 2018.

Condat Agnes *et al.*, « La prise en charge des enfants, adolescentes et adolescents transgenres en France : controverses récentes et enjeux éthiques », *Neuropsychiatrie de l'enfance et de l'adolescence*, 1/18, 2022.

Dagorn Johanna, « L'école face au genre », in *Mariage pour tous : la violence d'une conquête* (Alessandrin, Bolter, Quinqueton dir.), Bord de l'eau, pp : 61-75, 2023.

Dagorn Johanna et Arnaud Alessandrin. « La santé des élèves LGBTI », *L'école des parents*, vol. 627, no. 2, 2018, pp. 28-29.

Dagorn Johanna et Eric Debarbieux, « Les transidentités et l'école : une volonté politique », *Les cahiers de la transidentité* (Alessandrin, Espineira et al. dir.), 4, 2014, pp : 23-27.

Ehrensaft Diane, *The Gender Creative Child*, The experiment, 2016.

Eliacheff Caroline et Celine Masson, *La fabrique de l'enfant transgenre*, L'observatoire, 2022.

Esteve-Bellebeau Brigitte, Alessandrin Arnaud, *Genre : l'essentiel pour comprendre*, Des ailes sur un tracteur, 2014.

Lamote, Thierry, et Alexandre Ledrait. « Cyber-emprise et radicalité adolescente », *Cités*, vol. 93, no. 1, 2023, pp. 147-151.

Pullen Sansfaçon Annie et Denise Médico, *Jeunes trans et non binaires : de l'accompagnement à l'affirmation*, Remue-Ménage, 2021.

Richard Gabrielle et Clément Reversé, « La vulnérabilité scolaire des jeunes LGBTQI en France. Penser la marginalisation accrue des élèves trans, non binaires et intersexes », *Agora débats/jeunesses*, vol. 91, no. 2, 2022, pp. 21-35.

Richard Gabrielle et Arnaud Alessandrin, « Politiques éducatives et expériences scolaires des jeunes trans au Québec et en France : un panorama », *Genre, sexualité & société* [En ligne], 21 |

Roudinesco Elisabeth, *Soi-même come un roi : essai sur les dérives identitaires*, Seuil, 2021.

Winter, Jean-Pierre, et Caroline Eliacheff. « Comment on piège les enfants. Un dialogue », *Cités*, vol. 93, no. 1, 2023, pp. 129-133.

Rouyer, Véronique, et Olivia Troupel. « Socialisation et construction de l'identité sexuée : dialectique des processus d'acculturation et de personnalisation », Alain Baubion-Broye éd., *Penser la socialisation en psychologie. Actualité de l'œuvre de Philippe Malrieu*. Érès, 2013, pp. 99-111.